

Les législateurs équatoriens approuvent une proposition de mise en accusation contre Lasso



Quito, 4 mars (RHC) L'Assemblée nationale (parlement) de l'Équateur a approuvé samedi le rapport qui recommande la mise en accusation du président Guillermo Lasso pour des crimes contre l'administration publique et la sécurité de l'État.

Avec 104 voix pour et 18 contre, la majorité des législateurs ont donné leur approbation au document qui argumente comment le président a omis les crimes de personnes proches du gouvernement.

Au début de la session, qui a duré plus de six heures, Viviana Veloz, membre de l'Assemblée, qui a présidé la commission multipartite chargée du rapport, a présenté les preuves justifiant la décision de demander la mise en accusation du président pour ses liens avec la corruption et le trafic de drogue.

Il a notamment mentionné que Lasso a violé l'article 147 de la Constitution, qui ordonne au chef de l'exécutif de respecter la loi.

Au total, 41 législateurs se sont exprimés, la plupart en faveur du rapport, tandis que le banc du parti au pouvoir, avec peu d'arguments, était enclin à défendre la stabilité et à accuser les gouvernements précédents de corruption également.

Malgré l'intérêt majoritaire pour l'avancement des enquêtes, le vote d'aujourd'hui ne signifie pas qu'un procès en destitution commencera immédiatement.

Le président de l'Assemblée, Virgilio Sanquicela, a expliqué plus tôt que le lancement de la procédure de destitution ne dépendait pas uniquement de l'approbation du rapport, mais aussi de la décision des législateurs de formuler la demande respective avec les 46 signatures requises par la loi.

Ensuite, pour pouvoir procéder au procès, la requête doit recevoir l'avis préalable de la Cour constitutionnelle.

Après une série d'étapes, si le processus final est approuvé, il n'y aura pas d'élections anticipées, mais le vice-président, Alfredo Borrego, prendra le relais.

Lasso est très affaibli après le revers électoral du 5 mai de sa proposition de référendum constitutionnel, et certains prédisent qu'il n'arrivera pas au terme de son mandat, prévu pour 2025.

Dans ce contexte, des organisations populaires d'indigènes, de travailleurs et d'étudiants exigent son départ du pouvoir et, bien qu'elles aient exclu la grève générale pour le moment, elles appellent à des mobilisations. (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/315660-les-legislateurs-equatoriens-approuvent-une-proposition-de-mise-en-accusation-contre-lasso>



Radio Habana Cuba